

La Lettre

Édition spéciale

Conflit du Proche Orient

N° 131, le 7 NOVEMBRE 2023 / PAGE 1



LA POSITION OFFICIELLE
DE LA FRANCE
SUR LE CONFLIT AU PROCHE ORIENT
Le président Macron s'est exprimé
lors de sa visite au Caire
en faveur d'une solution à deux Etats.
Agence France presse, 25 octobre 2023
• page 4

DES RÉACTIONS DE VIOLENCES
SANS FIN AVEC TOUTES LES FORMES
DE RADICALISATION
par Jean-François Coustillièrre
• page 4

CONTRIBUTIONS À LA RÉFLEXION
DES MEMBRES DU CONSEIL SCIENTIFIQUE
D'EUROMED-IHEDN :

Jean-François DAGUZAN
Rappel des faits du 7 octobre 2023
• pages 5 et 6

Jean-Paul CHAGNOLLAUD
Tribune dans Le Monde du 12 octobre 2023
• pages 7 et 8

Entretien avec Elie BARNAVI
Tél Aviv, le 28 octobre 2023
• pages 9 et 10

Le point de vue de Michel MASSON
Nice, le 28 octobre 2023
• pages 11 et 12

CONTRIBUTIONS À LA RÉFLEXION D'AMIS
ET DE MEMBRES D'EUROMED-IHEDN :

Entretien avec Agnès LEVALLOIS
Paris, le 29 octobre 2023
• pages 14 et 15

Entretien avec Sylvain CYPEL
Paris, le 4 novembre 2023
• pages 16 et 17

La lettre mensuelle vous informe sur les activités de l'association, les conférences programmées, les événements concernant la Méditerranée. Des ouvrages de personnalités œuvrant pour le rapprochement des deux rives de la Méditerranée, vous y sont proposés.

Association Euromed-IHEDN
Tél : 06 34 19 28 79
Contact entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr
Site www.euromed-ihedn.fr

Président : Jean-François Coustillièrre
Chargé de communication : Daniel Valla

Pour contribuer à la réflexion sur les causes et les perspectives de la confrontation israélo-palestinienne



Jean-François COUSTILLIÈRE
Past-président de l'association Euromed-IHEDN

Le 7 octobre le Hamas lançait une attaque sans précédent contre Israël, opération dénommée « Déluge d'Al-Aqsa » massacrant de la façon la plus brutale et le plus souvent abominable des citoyens israéliens. Le nombre de victimes estimé s'élève à 1.400, sans compter les blessés. Il convient de plus de prendre en compte les otages que le Hamas s'est employé à faire et qui seraient au nombre de 220, aujourd'hui détenus dans la bande de Gaza et exposés aux violences qui s'exercent dans cette zone.

Enfin, dès le début de cette opération la conduite des opérations de rétorsion de l'armée israélienne puis celles destinées à éradiquer le Hamas ont fortement impacté la population civile palestinienne qui a subi de lourdes pertes. Celles-ci sont estimées le 20 octobre à 3.790 décès et à 7.000 le 26 octobre (déclaration de l'ambassadeur palestinien auprès des Nations Unies).

suite en page 2

AVEC
LE SOUTIEN
DE NOS
PARTENAIRES





suite

Depuis, Israël promet une vaste opération militaire terrestre dans la bande de Gaza visant à éliminer le Hamas. Celle-ci est régulièrement repoussée laissant la place à des actions ponctuelles quotidiennes fortement meurtrières.

En ce 7 novembre, la situation apparaît comme chaotique et particulièrement violente. Les informations objectives sur la réalité dans la bande de Gaza sont rares pour ne pas dire inexistantes. L'instrumentalisation est générale. Les conditions d'accès à la zone font que les témoignages indépendants ne sont plus. Au demeurant, les populations civiles tant israélienne que palestinienne semblent être les victimes de cette résurgence d'un conflit que d'aucun voulait croire dépassé quand il ne s'agissait pas d'une instrumentalisation politique criminelle.

Euromed-IHEDN a estimé pertinente la publication d'une Lettre spéciale consacrée à ce conflit afin de contribuer à la réflexion sur les causes et les perspectives de cette confrontation. Il importe en effet d'affirmer que la paix en Méditerranée ne pourra être établie sans qu'une réponse à la question proche-orientale ne soit apportée.

Les faux fuyants du type accords d'Abraham qui font fi des ressentiments des populations et des revendications territoriales ont montré, dans la violence, leur échec. Pour autant l'événement du 7 octobre marque très certainement un tournant crucial dans le devenir de ce conflit au Proche Orient.

Cette Lettre publiée le 7 novembre un mois après la date du lancement de l'attaque contre Israël se propose d'apporter des éléments de réflexion, à l'exclusion de toute position politique inévitablement polémique, provenant tout d'abord des membres du Conseil scientifique de l'association Euromed-IHEDN, puis d'amis de l'association qui régulièrement contribuent à l'analyse et la prospective de la situation en Méditerranée à travers les Entretiens Euromed-IHEDN.

J'espère ainsi participer à votre réflexion et nourrir votre information.

JFC - Toulon, le 7 novembre 2023

Édition spéciale
Conflit
du Proche Orient



M. Guéde



La position officielle de la France sur le conflit au Proche Orient

Le président Macron s'est exprimé lors de sa visite au Caire en faveur d'une solution à deux Etats.

Agence France presse, le 25 octobre 2023

Emmanuel Macron a pris soin d'afficher une politique équilibrée dans la région, avec l'ambition d'y jouer un rôle pour tenter de surmonter le séisme provoqué par l'attaque du Hamas.

Il souhaite ainsi réactiver la "solution à deux Etats", pierre angulaire des négociations de paix, au point mort depuis des années.

L'extension de la colonisation israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, annexée, rend impossible la continuité d'un hypothétique Etat palestinien. Et, en 2020, trois pays arabes ont normalisé leurs relations avec Israël, renonçant à faire de la création d'un Etat palestinien une condition sine qua non à cette reconnaissance.

"Il est difficile en ce moment de parler de la reprise d'un processus de paix", avait concédé Emmanuel Macron mardi à Ramallah en Cisjordanie occupée. "Mais elle est plus que jamais nécessaire".

Au Caire, il a redit vouloir "parvenir enfin à la solution de deux Etats, Israël et la Palestine, vivant côte à côte en paix et en sécurité". "Ce n'est pas parce que cette idée est vieille qu'elle est devenue caduque", a-t-il martelé.



Des réactions de violences sans fin avec toutes les formes de radicalisation

Dans l'ouvrage *Périls imminents en Méditerranée* que j'ai publié en décembre 2019 il m'apparaissait évident que la situation impliquait « évidemment en retour des réactions de violences sans fin avec toutes les formes de radicalisation qu'elles ne manqueront pas de générer »... JFC

Extrait - page 26 : « Cette situation [du conflit israélo-palestinien] favorise l'extension de la colonisation. Aujourd'hui, il y a près de 650.000 colons israéliens en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, soit près d'un habitant sur quatre. Cela n'est rendu possible qu'en raison de l'occupation militaire israélienne, avec tout ce que cela implique pour les Palestiniens : domination arbitraire, absence totale de toutes les libertés, même les plus simples comme celle d'aller et venir. Sur le plan de la création de deux États, le fait que plusieurs membres de l'actuel gouvernement israélien prônent ouvertement l'annexion de la zone C et que tous récusent l'idée d'un État palestinien ne laisse que peu d'espoir aux Palestiniens.

L'avenir est donc sombre.

Si Israël semble dominer, c'est compter sans le constat que, comme le dit Jean-Paul Chagnollaud (2017), « il est impensable qu'un peuple ne puisse jamais accepter sans résistance un tel système de domination ». Il prévient également que pour le perpétuer, il faudra donc encore davantage de moyens de coercition et d'oppression. Ce qui implique évidemment en retour des réactions de violences sans fin avec toutes les formes de radicalisation qu'elles ne manqueront pas de générer.

Continuer comme cela revient à consolider un système d'apartheid qui ne peut que conduire à des catastrophes politiques et humanitaires. »



Rappel des faits du 7 octobre 2023 par Jean-François DAGUZAN

Paris, le 12 octobre 2023



Jean François DAGUZAN est vice-président de l'Institut Choiseul et chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique.

7 octobre 2023 - 6 h 30

Sous la direction de Mohammed Deif, les brigades Ezzedine al Qassem¹ (branche armée du Hamas) accompagnées de membres du Djihad islamique, soit 2.000 hommes, franchissent le mur de sécurité et les check-points de la Bande de Gaza en 29 points. Certains portent des uniformes de l'armée et de la police israéliennes. En même temps des milliers de roquettes s'abattent sur le Sud du pays. L'opération « Déluge d'Al-Aqsa » a commencé. Nous sommes le 7 octobre, jour de la fête juive de *Simhat Torah*². La surprise est totale.

Les soldats des points d'entrée sont rapidement tués tandis que des pans de mur sautent, soit par explosif, soit par la percussion d'engins de chantiers. D'autres, des nageurs de combat et des engins amphibies, entrent en Israël depuis les plages alors qu'un petit groupe pénètre avec des ailes volantes.

Les attaques fixent les quelques soldats présents dans les bases militaires de Bahad 4, Zikim, Réim, Nahal Oz et Erez, censées verrouiller la frontière dont le QG de Réim. La plupart des troupes sont soit en permission, soit parties protéger les colons de

Cisjordanie à la demande des ministres orthodoxes du gouvernement Netanyahu. Les moyens de communication et de renseignements sont coupés.

7 h :

Près de la base de Réim se tient un festival de musique électronique en plein air, *Tribe of Nova*. Plus de 3.000 personnes achèvent de danser quand les hommes du Hamas déboulent et tirent sur toute personne croisée. La panique est totale et contribuera à aggraver les pertes. Les véhicules se paralysent mutuellement tandis que les fuyards courant dans le désert sont des cibles faciles. Beaucoup sont capturés et emmenés à Gaza.

Le massacre des kibboutz :

Les assaillants s'engagent dans la ville de Sderoth et les kibboutz alentours (Zikim, de Be'eri,, Netiv Ha Asara, Sufa, Magen, Miflassim, Mivtachim, Holit, Ofakim, Nir Oz, Kerem Shalom, Kir Ytzhak) – (certains existaient avant la création de l'Etat d'Israël). Ils disposent de plans détaillés et ciblent les commissariats et autres centres de commandement.

Pendant que les uns fixent et cherchent à détruire ces installations et

leurs occupants, les autres s'attachent à assassiner toute personne rencontrée (enfants, femmes et vieillards) Les femmes de tous âges sont violées. Les travailleurs immigrés thaïlandais et africains ne sont pas épargnés. Certains sont brûlés morts ou vifs.

Les experts et les journalistes constateront de nombreuses violences post-mortem. Les corps sont mutilés, dégradés dans une volonté d'humiliation et de terreur³.

Les attaques ne visent pas que la périphérie de Gaza. Des attaques ont lieu dans les villages bédouins mal protégés et leur population musulmane à Arara, d'Albat Kahla ou d'Abu Talul dans le Néguev.

8 h 15 : Les roquettes commencent à tomber près de Jérusalem et pleins d'autres localités.

La contre-attaque :

11 h du matin > 8 octobre au soir

10 h 47 : Les premiers avions de combat bombardent des cibles sur la bande de Gaza

Les forces israéliennes éliminent les groupes palestiniens implantés dans les zones conquises ou les infiltrations qui sont allées jusqu'à Ashkelon. Cette phase dure jusqu'au 8 au soir.

Pendant ce temps, Israël mobilise 30.000 réservistes.

Le 9 octobre la guerre de Gaza commence.

Bilan quantitatif :

Les assaillants sont venus avec un arsenal impressionnant. Les forces israéliennes affirment avoir trouvé sur place 2.000 kalachnikovs, 1.000 grenades, 1.000 lance-roquettes, 1.000 explosifs de toutes sortes,



500 mines artisanales et une centaine de mortiers. 6.900 roquettes sont tombées sur le pays selon les autorités israéliennes ⁴.

Morts israéliens ⁵ : 1.400 environ dont 306 militaires et 35 français.

Otages confirmés :
199 dont 7 français.

Morts du Hamas :
Vraisemblablement tous ceux qui ont combattu jusqu'au bout sans se replier.

Bilan stratégique :

La faillite stupéfiante du renseignement israélien a entraîné une véritable défaite traumatique pour Israël, toute temporaire qu'elle soit. Nonobstant les résultats des opérations futures et ses crimes abominables, le Hamas affiche à la face du monde sa capacité à surprendre un adversaire considéré comme les plus redoutables au monde et de tenir plus d'une demi-journée sur son terrain sans subir contre lui une véritable résistance autre que celle du désespoir. C'est un incroyable succès tactique. On est au niveau de la guerre du Kippour de 1973.

Le 7 octobre se double d'un véritable succès stratégique puisqu'il s'agit dans un deuxième temps d'attirer Israël dans la nasse de Gaza. Une fois rentré, il s'agit de le pousser à combattre dans une zone urbaine surpeuplée ⁶. Dans cet entrelacs urbain, les combattants se mêlent à la population civile alors qu'au fil des années, le Hamas a truffé le sous-sol de tunnels permettant une vie militaire active (fabriques d'armes, centres de communication, accès secrets vers Israël, etc.) ⁷. Les bavures qui ne manqueront pas de se produire (tirs sur des écoles, églises, mosquées, hôpitaux, etc.) permettront au Hamas

de retourner les opinions publiques internationales et notamment l'arabomusulmane.

Le gouvernement israélien, qui n'a d'autre choix que de répondre à la demande de vengeance et à la souffrance de sa population ne peut que rentrer dans Gaza pour « punir » et détruire la direction et les capacités militaires de l'organisation islamiste. Ce n'est pas la première fois. Les Israéliens sont déjà rentrés en 2006, 2008, 2009 et 2014. Mais chaque fois cela a été plus difficile ⁸.

L'agresseur initial devient alors la victime aux yeux du public. La roquette tombée sur un hôpital de Gaza le 17 octobre s'impose comme le symbole mondial de la brutalité israélienne excessive et peu importe que celle-ci ait été tirée par Israël ou le Jihad islamique. Cette perception est exacerbée par les exactions des colons israéliens en Cisjordanie. Le piège se referme sur Israël.

Troisième conséquence majeure. Le 7 octobre pulvérise ou paralyse pour longtemps les processus de coopération entre certains pays arabes et Israël. L'extension des accords d'Abraham (EAU, Bahreïn, Maroc) à d'autres pays, dont l'Arabie Saoudite est suspendue sine die alors que l'Etat hébreu et plus largement les Juifs, deviennent un épouvantail dans de nombreux pays.

L'Iran, manipulant les risques d'embrasement de la région reprend la main en s'imposant comme le dispensateur ultime de la guerre ou de la paix. Les Etats-Unis s'affichent comme un soutien à Israël, mais un soutien critique. Les puissances locales cherchent à exploiter la situation comme la Turquie d'Erdogan qui, après un soudain rapprochement avec l'Etat hébreu, il y a quelques mois, flatte désormais les fantasmes

de la rue islamique en fustigeant « L'Occident » confondant dans une même phrase Israël et ses soutiens supposés ⁹.

Dernier point, le 7 octobre a montré que l'armée israélienne – quelque soit le niveau d'éradication ultime des différentes strates du Hamas – ne fait plus peur et que, paradoxe, le petit David palestinien peut tenir en échec le gros Goliath israélien. Cette perception va peser lourd pour les années à venir.

Les mois à venir vont être très longs pour Israël.

¹ (1882-1935) Militant arabe né à Lattaquié, anti-britannique, anti-français et opposé à l'expansion du foyer juif en Palestine. Il prône la lutte armée, glorifie le martyr et le jihad. Il s'attaque aux implantations juives et est tué lors d'une confrontation avec l'armée britannique. Il est considéré comme le modèle du martyr palestinien. « *La mort du Martyr est le bois d'allumage du Jihad et de l'Islam* »

² Fête juive d'origine rabbinique qui marque la fin du cycle annuel de lecture de la Torah.

³ https://www.lemonde.fr/international/article/2023/10/28/attaque-du-hamas-retour-sur-le-7-octobre-une-journee-en-enfer-en-israel_6197016_3210.html

⁴ <https://embassies.gov.il/paris/NewsAndEvents/Pages/Mise-%C3%A0-jour-op%C3%A9rationnelle-de-l'Op%C3%A9ration-Glaives-de-fer.aspx>

⁵ Pour un bilan par localité voir le site des rassembleurs de corps israéliens, Zaka ; <https://zakaworld.org/israeli-casualties-of-october-7th-2023/>

⁶ La Bande de Gaza est peuplée d'environ deux millions sur 362 km². La densité du territoire est ainsi une des plus élevées au monde : elle s'élève à 6 090 habitants au km², contre environ 450 en Israël. <https://www.la-croix.com/international/Bande-Gaza-chiffres-disent-difficulte-vie-Gazaouis-2023-10-11-1201286424>

⁷ Cette redoutable tactique, qui fait peu de cas de la population, est également utilisée par le Hezbollah, qui a été le premier à la perfectionner.

⁸ Voir notamment Michel Goya, « Les enseignements de la guerre de Gaza (2014) », « Orages mécaniques » et « Prodômes d'acier » (sur la situation militaire actuelle), articles très détaillés sur son site *La voie de l'épée*, <https://lavoiedelepee.blogspot.com/>

⁹ Membre actif de l'Alliance atlantique, on ne peut plus occidentale, le président turc n'est pas à une contradiction près, https://www.lemonde.fr/international/article/2023/10/29/en-turquie-le-president-erdogan-se-fait-champion-de-la-cause-palestinienne-et-attaque-violamment-israel_6197060_3210.html



Tribune de Jean-Paul CHAGNOLLAUD dans le quotidien **Le Monde**

Paris, le 12 octobre 2023



Jean-Paul CHAGNOLLAUD est président de l'Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient, professeur émérite de sciences politiques à l'université de Cergy-Pontoise.

Il est notamment l'auteur d'Israël / Palestine. La défaite du vainqueur (Actes Sud, 2017).

**Guerre Hamas-Israël :
« La cause palestinienne
risque d'être ensevelie
pour longtemps
sous les cendres
d'actes effroyables »**

Si l'attaque du Hamas sur le territoire israélien a remis le sort des Palestiniens sur le devant de la scène, son horreur risque d'aggraver leur situation, estime, dans une tribune au « Monde », Jean-Paul CHAGNOLLAUD, spécialiste du Moyen-Orient.

« Vous vous intéressez encore à cette question ? », me disait, il y a quelques mois, un important diplomate, alors que je lui demandais où en était la politique de la France à l'égard du conflit israélo-palestinien. Avec le ton aimablement affligé de celui qui essaie de faire comprendre à son interlocuteur à quel point il est en retard d'une séquence. En d'autres termes : ce problème n'en est plus un, il suffit de le gérer, les enjeux sont ailleurs.

Fin de l'histoire.

Cette marginalisation s'est opérée en plusieurs étapes. Les derniers pourparlers sérieux remontent à 2014, lorsque John Kerry, le secrétaire d'Etat de l'administration du président Barack Obama, avait tenté, en vain, d'enclencher des négociations entre [le président de l'Autorité palestinienne] Mahmoud Abbas et [le premier ministre israélien] Benyamin Netanyahu.

Quant au Conseil de sécurité, sa dernière initiative remonte au 23 décembre 2016, avec l'adoption à l'unanimité d'une résolution (2334) dans laquelle, après avoir rappelé « sa vision d'une région où deux Etats démocratiques, Israël et la Palestine, vivent côte à côte », il réaffirme que « l'acquisition de territoires par la force est inadmissible », que « le statu quo n'est pas viable », que « la création de colonies par Israël constitue une violation flagrante du droit international » et qu'« Israël, puissance occupante, est tenu de respecter ses obligations découlant de la quatrième convention de Genève ».

Un mois plus tard, Donald Trump s'installait à la Maison Blanche, et tout a basculé : reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël (décembre 2017), fermeture du consulat des Etats-Unis à Jérusalem-Est, réduction drastique de l'aide à l'UNRWA [l'agence des Nations unies chargée des 5,8 millions de réfugiés palestiniens au Proche-Orient]... Et, en janvier 2020, un plan de paix très simple : tout, tout de suite, pour les Israéliens, et quelque chose, plus tard, peut-être, pour les Palestiniens. Clé de voûte de cette politique : la paix entre des Etats arabes et Israël. Les accords d'Abraham (août 2020) normalisent les relations entre Israël, les Emirats arabes unis et Bahreïn, bientôt suivis par le Maroc et le Soudan, l'Egypte ayant déjà signé un traité de paix en 1979 et la Jordanie en 1994. Depuis, la grande question était de savoir non pas si l'Arabie saoudite allait se joindre au mouvement, mais plutôt quand et dans quelles conditions.



Consensus de l'aveuglement

Pour Netanyahu, depuis toujours radicalement hostile à l'idée d'un Etat palestinien, cette nouvelle configuration était presque inespérée. Déjà, comme premier ministre de 1996 à 1999, il avait tout fait pour torpiller le processus d'Oslo, qu'il considérait comme étant « le problème et non la solution ». Posture d'autant plus affirmée aujourd'hui qu'il s'est allié à des leaders de la droite la plus extrémiste appartenant à la même mouvance idéologique que ceux qui ont assassiné Yitzhak Rabin en novembre 1995. L'objectif déclaré de cette coalition est l'annexion de la Cisjordanie, impliquant la totale soumission des 3 millions de Palestiniens qui y vivent et la poursuite du blocus de Gaza pour garder enfermés les 2 millions de personnes (à plus de 80 % des réfugiés de 1948) qui s'y trouvent.

Face à cette brutale et rapide dégradation de leur position internationale, les Palestiniens ont été incapables de réagir. Au lieu de chercher à retrouver le chemin de leur unité nationale, comme à l'époque de Yasser Arafat [président de l'Autorité palestinienne de 1996 à 2004] et de l'Organisation de libération de la Palestine, le Hamas et l'Autorité palestinienne n'ont cessé de se combattre. Le Hamas s'enfermant dans une gouvernance autoritaire à Gaza et l'Autorité s'enfonçant dans une stérile coopération sécuritaire avec Israël en ignorant les aspirations de sa jeunesse auprès de laquelle elle a perdu toute crédibilité.

Ce consensus de l'aveuglement ne pouvait pas ne pas être, à un moment ou à un autre, violemment percuté par le retour en force d'une réalité qu'on ne peut ignorer : celle d'un peuple de plus de 11 millions d'âmes aspirant à l'auto-détermination. Une partie est en exil dans des camps de réfugiés, et une autre se trouve sous la domination d'une puissance occupante depuis 1967. Ce qui signifie notamment que toute une jeunesse (la majorité de ce peuple) est privée d'avenir, c'est-à-dire empêchée de vivre. D'où ces actes de résistance qu'on a vus ces derniers temps, notamment à Naplouse ou à Jénine, avec son cortège de jeunes tués par l'armée israélienne, 189 depuis janvier 2023, selon les Nations unies.

La seule interrogation était de savoir d'où viendrait ce retour en force : d'une nouvelle forme d'intifada en Cisjordanie, ou de Gaza avec le Hamas ? Les autorités israéliennes ont privilégié la première hypothèse. Gaza semblant sous contrôle avec une barrière de sécurité réputée infranchissable. Ce fut une grossière erreur d'anticipation. Par terre, par mer et même par les airs, le Hamas a attaqué Israël et, en quelques heures, a rappelé au monde entier avec une violence inouïe que la question palestinienne ne pouvait être ignorée.

La pire des façons

Dans un premier temps, presque éphémère, cette initiative a été un succès. En quelques heures, la question palestinienne est revenue au premier plan, infligeant un revers cinglant à tous ceux qui

avaient pensé pouvoir l'enterrer ou l'ignorer. Mais elle s'est déroulée de la pire des façons, puisqu'elle a été immédiatement entachée par d'odieux massacres de centaines de civils israéliens et par des prises d'otages. Rien, absolument rien, ne peut justifier de telles atrocités qui ne peuvent qu'être fermement condamnées. Au-delà de la qualification de terroristes qui écrase toute contextualisation et entretient la confusion entre des situations très différentes, ces actes commis dans une guerre entre deux peuples sont des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, au sens du statut de la Cour pénale internationale (articles 7 et 8).

Ainsi, la cause palestinienne – infiniment légitime –, qui rejaillit au premier plan dans toute sa centralité, risque-t-elle, au moment même de sa réapparition, d'être ensevelie pour longtemps sous les cendres de ces actes effroyables. Le destin des Palestiniens se trouve à nouveau à la croisée des chemins : ou bien il entre dans une longue période de malheurs et de souffrances, ou bien l'intelligence politique des responsables des grandes puissances transforme cette tragédie en un sursaut politique pour aborder sur le fond le conflit israélo-palestinien. En ces temps troubles et dangereux, dominés de plus en plus par l'usage de la force et la négation du droit, envisager la seconde hypothèse est un pari nécessaire mais bien incertain.





Entretien avec Elie BARNAVI

Tel Aviv, le 28 octobre 2023



Elie BARNAVI a été l'ambassadeur d'Israël en France de 2000 à 2002.

Historien et essayiste, il dirige le comité scientifique du Musée de l'Europe à Bruxelles.

*Question Euromed-IHEDN :
Le 7 octobre le Hamas lance une attaque sans précédent contre Israël, massacrant de la façon la plus brutale et le plus souvent abominable des citoyens israéliens. Cette agression était-elle prévisible ?*

Dans ses modalités, non. Une troupe de quelque 1.500 hommes qui déferlent après avoir franchi une clôture de protection construite à grands frais et réputée infranchissable, et s'emparent sans coup férir de dizaines de localités dont ils massacrent les habitants, hommes, femmes, vieillards, enfants, nourrissons, avec une cruauté digne des razzias médiévales et non sans ramener avec eux près de deux cent quarante otages, cela n'était certainement pas prévisible. En revanche, que la situation dans les Territoires palestiniens ne fût pas tenable à la longue et approchât le point de rupture, cela, nous étions nombreux à le savoir et à le faire savoir.

*Question Euromed-IHEDN :
Depuis, Israël annonce une opération terrestre visant à éradiquer le Hamas. Pensez-vous que cette stratégie puisse atteindre ses objectifs ?*

Le but de guerre est le démantèlement total et définitif du Hamas, à la fois dans son potentiel milliaire et ses structures de pouvoir. Il était temps, pourrait-on dire. Le Hamas n'est pas une organisation de « résistance » ; c'est un mouvement terroriste théocratique dont la raison d'être est la destruction d'Israël. L'avoir laissé s'emparer du pouvoir, s'y maintenir et monter en puissance pendant dix-sept ans, et harceler à volonté les communautés de « l'enveloppe » de Gaza, ce fut l'une des fautes les plus lourdes qu'Israël ait jamais commises. Cependant, s'en débarrasser présente d'énormes difficultés, militaires, humanitaires et diplomatiques. Le Hamas, c'est un petit État : 30.000 hommes lourdement armés, une infrastructure souterraine de plus de 500 km de tunnels, 40.000 fonctionnaires. Pour détruire une telle affaire, l'aviation ne suffit pas, il y faut une incursion terrestre de grande ampleur. Sur un territoire exigu où s'entassaient 2,3 millions d'âmes, une telle incursion ne va pas sans un massacre et de grosses pertes militaires israéliennes. Sans mettre en danger, aussi, les otages qui se trouvent on ne sait où ni aux mains de qui. Il faut l'admettre, libérer les otages et détruire le Hamas sont des objectifs plutôt contradictoires.

Quoi qu'il en soit, il est évident que cet objectif ne saurait être atteint avec la seule aviation ; il faut chercher le Hamas là où il se terre, et cela ne peut se faire qu'avec des troupes au sol. À l'heure où je rédige ces lignes, la campagne terrestre a débuté, quoique sur un mode relativement mineur – des incursions ponctuelles dans une étroite bande le long de la frontière septentrionale, avec trois objectifs : éliminer le plus grand nombre possible de cadres militaires du Hamas, détruire ses installations et collecter des renseignements, notamment sur l'emplacement des otages. Il reste à voir si ces incursions constituent le prélude à une invasion de grande ampleur.

*Question Euromed-IHEDN :
Face à l'évolution de la situation ne craignez-vous pas que les sociétés israéliennes et palestiniennes ne soient finalement les principales victimes de cet affrontement ?*

C'est toujours le cas, hélas, surtout dans les conflits dits « asymétriques », entre un État et un acteur non-étatique.

Israël a déjà payé un prix très lourd en victimes civiles, ses localités frontalières sont détruites, ses certitudes ébranlées, son moral atteint. Il va encore payer en victimes militaires.

Édition spéciale
Conflit
du Proche Orient



Contributions à la réflexion des membres du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN

Les Palestiniens, eux, ont payé, et c'est loin d'être terminé, en morts et destructions. Ceux-là sont victimes de la cécité criminelle de leurs dirigeants, ceux-ci, d'un pouvoir totalitaire fondé sur une idéologie théocratique génocidaire. Comment on sort de ce cycle, telle est la question.

Question Euromed-IHEDN :
Vous vous êtes longtemps investi pour la paix au Proche Orient notamment à travers votre action au sein du « Camp de la paix ».
Aujourd'hui vous avez émis des avis très critiques à l'encontre de la gouvernance de Benjamin Netanyahu.
Pensez-vous que la situation puisse être réversible en Israël et comment ?

Au cœur de la stratégie palestinienne de Benjamin Netanyahu il y avait la conviction que les Palestiniens avaient disparu des radars du monde en général et du monde arabo-musulman en particulier. La preuve ? les Accords d'Abraham hier, la normalisation avec l'Arabie saoudite demain. Ceux parmi nous qui rappelaient que le peuple palestinien était toujours là, que le feu couvait sous la cendre et qu'un jour il allait s'embraser, s'attiraient les regards apitoyés des gens sérieux. Corollaire de cette conviction : le Hamas est plutôt un atout pour Israël. Il s'agissait de s'assurer que l'organisation terroriste fût assez faible pour ne pas mettre Israël en danger, et assez forte pour se maintenir au pouvoir. Pour quoi ? Pour que les deux entités palestiniennes, la Cisjordanie et la bande de Gaza, restent séparées et conjurer ainsi le spectre de l'État palestinien. En vertu de quoi, le gouvernement israélien a encouragé le Qatar à renflouer les caisses du Hamas et délivré des milliers de permis de travail aux Gazaouis. Des travailleurs qui, soit dit en passant, ont soigneusement

photographié et cartographié les communautés où les tueurs du Hamas allaient opérer. Cette stratégie nous a explosé au visage le 7 octobre.

Aussi bien, il faut escompter un réaligement en profondeur des forces de ce pays. Politiquement, Netanyahu est un mort-vivant ; on ne se relève pas d'un tsunami pareil. Une commission d'enquête règlera son compte et celui de sa coalition d'ultranationalistes, de fondamentalistes messianiques et d'ultra-orthodoxes. Une autre coalition, dont il est trop tôt pour dessiner les contours, aura pour première tâche de réintroduire un peu de raison et de décence dans notre vie politique. Sa tâche sera gigantesque. Des traumatismes historiques de cette ampleur génèrent toujours des bouleversements politiques majeurs.

Question Euromed-IHEDN :
Enfin, aujourd'hui le contexte au Proche-Orient est tel qu'il fait craindre non seulement une dégradation irrémédiable des relations entre Palestiniens et Israéliens mais aussi une extension du conflit à la région.
Que faudrait-il faire, tant sur le plan diplomatique que de la colonisation et même militaire, pour réduire ce risque ?

Pour l'extension régionale du conflit, nous serons très rapidement fixés. Je pense qu'il y a une chance d'y échapper. Dans le nord, le Hezbollah a pris l'initiative d'une série de provocations dont l'intensité va croissant, mais il semble que ni lui ni son patron iranien aient l'intention d'aller au-delà d'une gesticulation destinée à faire étalage de leur solidarité avec le Hamas. Pour Téhéran, le Liban est infiniment plus important que Gaza. Et les Américains ont concentré une énorme force dissuasive en Méditerranée. Cela dit, il

arrive que la guerre advienne malgré les meilleures intentions des belligérants. Il suffit d'une mauvaise lecture des intentions de l'adversaire, d'une riposte qui dérape, d'un accident quelconque... S'il y a dans le comportement des hommes une chose chaotique, imprévisible, c'est bien la guerre.

Si cette campagne reste circonscrite à Gaza et atteint son objectif, il reste à savoir comment remplir le vide créé par l'élimination du Hamas. Écartons d'emblée la réoccupation dans la durée de la bande par Israël. Impensable, aussi, de laisser derrière soi une espèce de Somalie misérable, anarchique et haineuse. Il ne reste dès lors qu'une solution : remettre en selle l'Autorité de Ramallah, seule entité palestinienne reconnue par le monde entier, Israël compris. Évidemment, cette solution passe par une implication forte d'acteurs extérieurs : les États-Unis, la France et un groupe de pays européens, les États arabes voisins et ceux du Golfe, les organismes financiers internationaux. La transition politique et la reconstruction doivent être immédiates et simultanées.

En même temps, il faut offrir aux Palestiniens un horizon diplomatique, autrement dit remettre sur les rails un processus significatif de règlement du conflit israélo-palestinien. Un règlement imposé ? Oui, un règlement imposé.

Si quelqu'un a une meilleure idée pour nous sortir du cycle de malheur dont on vient de voir le dernier et épouvantable soubresaut, qu'il se manifeste.





Le point de vue de Michel MASSON

Nice, le 28 octobre 2023



Michel MASSON, général de corps aérien (2S).

Après une carrière militaire opérationnelle en tant qu'officier pilote dans le transport aérien militaire tactique, le général de corps aérien Michel MASSON s'est vu confier des responsabilités de haut niveau en interarmées et dans l'interministériel, tant dans les domaines des affaires stratégiques, des relations internationales que du renseignement.

Face au drame
du 7 octobre,
la presse s'est engouffrée
dans sa doxa bien
connue d'un pseudo
« fiasco
du renseignement »

« Les Premiers ministres d'Israël ne se sont pas préoccupés des Palestiniens. Ni en-deçà des frontières, ni au-delà des frontières de 1967. Ca n'était pas important » (Avraham Shalom, directeur du Shin Bet, 1980-1986¹).

Depuis la Guerre des Six Jours en 1967 et l'occupation des territoires palestiniens qui a suivi, Israël n'a pas su transformer sa domination militaire en une paix durable. De ce fait, les forces de sécurité jouent un rôle de première importance dans le maintien d'une situation sûre à la fois à l'intérieur même des frontières reconnues de cet Etat, mais également dans les territoires occupés.

Deux de ces forces ont acquis une aura quasi-légendaire : les forces armées d'abord – ou Forces de défense d'Israël (FDI) – et le Mossad ensuite, lequel véhicule sa propre

légende, à mon avis démesurée, chargé en ce qui le concerne du renseignement et des opérations « spéciales » hors territoire national. Tout lui est permis, l'illégalité n'existe pas pour lui, tout simplement. Le troisième, très important pour notre propos, est le service de renseignement et de sécurité intérieure, donc chargé du contre-espionnage, de la contre-ingérence, de la protection des autorités du pays et surtout, aujourd'hui plus encore, du contre-terrorisme ; sous l'acronyme de Shin Bet (ou parfois Shabak) il est moins communément connu. Sa responsabilité s'étend aux territoires palestiniens occupés, considérés comme relevant de l'« intérieur ». Donc aussi à Gaza.

Les services jouent un rôle de tout premier plan dans la vie des citoyens israéliens, mais aussi dans la stratégie du pays, et dans le discours national. N'oublions pas qu'ils sont placés sous l'autorité du politique, en Israël celle du Premier ministre et de son « cabinet de sécurité ».

Dès les premières heures du consternant constat des massacres perpétrés le 7 octobre par le Hamas dans son attaque contre Israël, la presse s'est engouffrée dans sa doxa bien connue d'un pseudo « fiasco du renseignement ». C'est la tarte à la crème des

media dès qu'ils ne savent pas par quel bout prendre un événement tel que cette pénétration surprise, et plus encore dès qu'il s'agit de terrorisme.

Or lequel de ces « gratte-clavier » (!!) a obtenu une seule information vérifiée quant au contenu des notes de renseignement qui ont alimenté en continu, comme en permanence, les autorités politiques israéliennes avant le déclenchement de l'attaque du Hamas ? Bien entendu aucun. Ils n'ont donc fait que répéter à satiété cette présupposition généralement admise dans ces milieux lorsqu'on part de rien ou de peu en matière de faits, se plagiant les uns les autres.

Ce que je sais des services d'Israël, c'est qu'ils sont plutôt bien renseignés sur leurs voisins immédiats et sur ce qui se passe en permanence dans les territoires. Depuis 1967 pour ceux-ci (responsabilité du Shin Bet) ; depuis 1982 et l'opération « paix en Galilée » pour le Liban (rôle d'Aman, acronyme du renseignement militaire), et plus tard pour la Syrie et même l'Iran. C'est leur force, si l'on compare avec les capacités dans ce domaine des services occidentaux. Bien entendu, cela ne peut exclure certaines lacunes, mais les services en sont bien conscients, ils y sont sensibilisés.



Un vieil officier du renseignement me dit un jour que dans ce métier, « on cultive le doute ». Ils ont développé sur le temps long un réseau de renseignement qui s'est montré efficace. Ce qui fit dire à l'un de leurs chefs « Je sais tout (sur eux) ». Expérience vécue.

Mais ainsi que le souligne Alain Chouet ² (ancien chef du service de renseignement de sécurité de la Direction générale de la sécurité extérieure – DGSE - française, et spécialiste du Moyen-Orient monde arabe), ces services se sont peu à peu américanisés, comme les armées d'ailleurs, et se replient de plus en plus sur le renseignement technique (les interceptions et le cyber ; l'imagerie). C'est indispensable pour un service moderne, mais cela a des limites vis-à-vis d'adversaires qui se savent écoutés et observés de toutes les manières possibles et qui se gardent bien d'utiliser les media électroniques pour leurs opérations, surtout lorsqu'ils veulent jouer la surprise.

Pour Gaza, s'il y a eu défaut de renseignement – et non pas faillite – c'est sans doute effectivement l'une des raisons de fond. Car comme l'explique Alain Chouet, « Le renseignement technique est séduisant. Il donne des résultats quantifiables qu'adorent les comptables et permet de surveiller le terrain sans prendre de risque... ». C'est tout à fait exact. Aujourd'hui, tout doit être quantifiable au travers de dispositifs et procédures de mesure de l'efficacité issues généralement du monde de l'entreprise, et on cherche à les plaquer sur le travail des services. C'est une hérésie (là aussi, expérience vécue) car le renseignement, quant à son travail et ses résultats, ne peut être quantifiable comme le rendement d'une machine ou d'une entreprise. Mais les technocrates de l'administration ont toujours le dernier

mot ; ce sont eux qui ont l'oreille des puissants, et l'on se fait d'emblée taxer de rétrograde, pire d'obstructionniste, lorsqu'on tente de faire valoir la spécificité du renseignement qui demande d'autres évaluations pour son analyse qualitative.

Là où on peut ne pas suivre tout à fait Alain Chouet, et pour revenir sur les considérations supra, c'est son appréciation du renseignement humain israélien : « ... au cours des trente dernières années une lente dégradation de la capacité des services israéliens à mettre en œuvre de façon opérationnelle les subtilités du renseignement humain sur leurs frontières ». De fait, le renseignement humain israélien (le ROHUM, acronyme français) fut très performant au temps où le renseignement technique n'avait pas l'importance (voire la prédominance aux Etats-Unis) qu'il a acquis ces vingt dernières années ; mais les services israéliens ont tout de même conservé de bonnes capacités de renseignement humain sur leurs frontières et dans les territoires. Peut-être se sont-ils beaucoup plus focalisés sur le Hezbollah, bras armé de l'Iran sur sa frontière nord (et sur l'Iran, la bête noire et la menace majeure pour Israël), en n'attribuant pas la même attention aux réseaux à Gaza. On observera, et cela a son importance, que si le renseignement à Gaza est, comme on l'a dit supra, le fait du Shin Bet, le renseignement au sud-Liban est celui d'Aman. Défaut de coordination, ou défaut d'appréciation au sein du cabinet de sécurité au sein duquel les deux ont voix au chapitre ?

Sur ce point, trois constats : la « Deuxième Guerre du Liban » (2006) a focalisé Israël sur la menace militaire sérieuse que représente le groupe chiite au nord, avec le soutien politique et militaire déterminant

qu'il reçoit de l'Iran. Vraisemblablement en relativisant dans le même temps celle du Hamas au Sud. Avec ses troupes aguerries par sa participation à la guerre en Syrie, et son armement par le sponsor iranien (et d'autres Etats, mais toujours via l'Iran), il est un fait que la menace du Hezbollah est préoccupante pour Tel-Aviv. En témoignent les nombreux raids aériens israéliens tant en Syrie qu'au Liban par l'aviation de combat israélienne pour détruire ses stocks et ses installations vitales. De ce fait, peut-être y a-t-il eu moins de vigilance de l'autorité politique vis-à-vis de la (re-)montée en puissance du Hamas depuis 2014. Aggravée par cette sensation de « tout savoir » (ou presque) visée plus haut.

Second constat : effectivement, les forces de sécurité d'Israël se reposent très largement sur les technologies de pointe pour sécuriser et surveiller leurs frontières, et le Hamas a fait la démonstration des limites militaires de tels choix. Rien ne vaut les sentinelles humaines (secondées par des dispositifs technologiques) pour estimer la gravité d'une attaque, et réagir rapidement. Cela vaut aussi pour le renseignement : le ROHUM ajoute à la qualité scientifique du renseignement technique ce qui lui manque en jugement de valeur sur une situation donnée. Les Israéliens ont donc accordé une trop grande confiance à leurs dispositifs basés sur les technologies numériques dont il faut reconnaître qu'ils les maîtrisent parfaitement, cet Etat étant sans doute le plus avancé dans la maîtrise de ce domaine dans le domaine de la sécurité. Mais cela a ses limites.

Pour le renseignement humain, en tout état de cause, il faut savoir que le rapprochement d'Israël et de l'Egypte dans les années qui ont suivi Camp David, a été effectif



également dans les services de sécurité. Les échanges de renseignement entre les Israéliens et les Egyptiens sont fructueux. Ce que souligne Alain Chouet lorsqu'il évoque « ... leur souci très réel d'une bonne coopération sécuritaire avec l'État hébreu... ». Là aussi, expérience vécue. Les Israéliens ont-ils négligé ou sous-estimé les alarmes égyptiennes ? Difficile à savoir sans connaître les délibérés du cabinet de sécurité du Premier ministre à Tel Aviv au sein duquel les directeurs des services font valoir les informations qu'ils jugent primordiales.

Enfin, les militaires israéliens, pour leur part, se sont fortement « américanisés » non seulement dans leur armement, mais aussi surtout dans leurs doctrines, leurs modes de pensée et leur culture très largement obtenue dans les académies et centres de formation aux USA. En particulier les aviateurs. Ce qui fut d'ailleurs fâcheux lors du déclenchement de la deuxième Guerre du Liban (dite guerre des 33 jours, ou guerre de juillet), les Israéliens adoptant en l'occurrence une stratégie développée par l'OTAN et son parrain américain à la fin des années 90, connue sous l'appellation d'« Air Land Battle » (bataille aéroterrestre), totalement inappropriée à l'époque pour contrer l'attaque du Hezbollah. Mais le chef d'état-major des F.D.I. à l'époque était ... un aviateur, qui fit ses écoles d'état-major aux Etats-Unis. On notera au passage que cette attaque fut déclenchée au moment où les forces israéliennes opéraient dans Gaza pour récupérer un soldat-otage (opération « Pluies d'Été »³) !

Ce savoir être n'est guère applicable aux particularités du théâtre proche-oriental, et aux cultures des peuples qui occupent cette région. Or les guerriers du Hamas, du Hezbollah, pour ne citer que ces groupes sont

issus de ces populations, et leurs chefs n'ont pas été formés dans les académies militaires. Tout au plus dans certains camps d'entraînement en Iran ou ailleurs pour quelques uns d'entre eux choisis comme formateurs ensuite de leurs troupes. Mais ça n'a pas grand' chose à voir.

En conclusion, je crois surtout pour ma part que les politiques (en général), ceux au pouvoir en Israël pour ce qui nous concerne ici, n'en font qu'à leur tête et en vertu de leurs agendas politiques et idéologiques, et n'ont qu'indifférence (au mieux) ou mépris (au pire) pour les services. Je reste convaincu qu'il y a eu des messages d'alerte, mais qu'ils n'ont pas été appréciés à leur juste valeur par les autorités gouvernementales de l'Etat hébreu. Faisons confiance à Alain Chouet lorsqu'il déclare : « ... le Shabak a multiplié depuis plusieurs mois les indices d'alerte en direction du pouvoir politique. Ces initiatives se sont heurtées à l'"autisme" de Netanyahu et de son cabinet d'amateurs... ». Quant au Hamas, toujours pour le citer, ce ne sont pas des imbéciles, ils savent désinformer leurs adversaires (car ils n'ignorent pas qu'ils ont des "taupes" en leur sein), et se débarrasser sans états d'âme des éléments douteux qui pourraient être des taupes.

Donc « faillite du renseignement », on peut en douter. Insuffisance, peut-être, pour les raisons évoquées supra – qui ne sont pas propres aux services israéliens – mais surtout légèreté dans son exploitation par ses « clients ». Enfin, inadéquation de l'outil militaire de protection des frontières, et défauts d'une armée qui mise de plus en plus sur le tout-technologique.

Une chose peut être mise au crédit d'Israël, c'est qu'ils savent, une fois les événements apaisés, mettre sur pied des commissions d'enquête indépendantes et réalistes, et que certaines têtes vont très certainement rouler dans plusieurs mois. Lesquelles ? Les chefs du renseignement ? Peut-être. C'est facile. Il suffit de se pencher sur un trombinoscope des chefs en question en Israël, et caractériser ceux qui furent « virés », pour se convaincre de l'hypocrisie des politiques.



¹ Tiré du film « *The Gatekeepers* » de Dror MOREH ; 2012. Un long métrage documentaire qui donne la parole à six anciens directeurs du service de renseignement intérieur israélien, le Shin Beet.

² Publication en ligne « Le Dialogue » du samedi 14 oct. 2023 : <https://www.ledialogue.fr/writer/58>

³ Le caporal de Tsahal, Gilad Shalit, enlevé à un poste frontière.



Entretien avec Agnès LEVALLOIS

Paris, le 29 octobre 2023



Agnès LEVALLOIS est vice-présidente de l'Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient, elle est chargée de cours à Sciences Po. Elle a occupé les fonctions d'analyste Proche-Orient au Secrétariat général de la défense nationale puis responsable du bureau monde arabe et persan à la Délégation aux affaires stratégiques au ministère de la Défense.

Elle a également été journaliste à Nord Sud Export, groupe Le Monde, collaboratrice au Monde de l'économie avant d'être directrice de l'information et des programmes de RMC MO – filiale arabophone de RFI – puis directrice adjointe de la rédaction de France 24 en charge des contenus en langue arabe et enfin maîtresse de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique.

Elle est également membre du comité de rédaction de la revue Confluences-Méditerranée.

Agnès honore régulièrement l'association en participant aux Entretiens Euromed-IHEDN à travers des conférences sur des questions euro-méditerranéennes..

*Ali BADDOU - France Inter (FI)
Bonjour Agnès Levallois.*

Bonjour, une seconde étape de la guerre. Comment est-ce qu'il faut entendre cette expression ?

Agnès LEVALLOIS (AL) - Ça veut dire que l'armée israélienne continue cette offensive sur Gaza, que les opérations qui ont été menées jusque-là, ne sont pas suffisantes aux yeux des objectifs qui ont été fixés par cette armée israélienne et que donc là on est dans une nouvelle étape, à se demander d'ailleurs ce qu'il reste encore à détruire lorsque l'on voit l'ampleur des destructions qui ont déjà touché la bande de Gaza.

FI - Parce que justement, Benjamin Netanyahu s'est fait martial extrêmement dur. Il disait que l'armée israélienne avait prévenu qu'il fallait s'attendre à ce que Gaza ville ressemble à un champ de bataille. Comment est-ce qu'il faut comprendre cette déclaration sur le plan militaire ?

Puisqu'on parle de cette offensive terrestre qui a commencé sans véritablement prendre l'ampleur qu'on attendait.

AL - En fait, il y va vraiment par étapes pour l'instant, puisque c'est vrai qu'il y a eu quand même de fortes pressions de la part des Américains en particulier très inquiets de l'idée de lancer une grande offensive terrestre et donc on a le sentiment aujourd'hui, que l'armée israélienne y va progressivement en lançant comme ça des offensives, en ramenant une partie des soldats qui sont engagés dans la bataille pour ensuite relancer de nouvelles opérations. Parce que c'est vrai qu'il y a quand même le risque ou l'inquiétude en tous les cas chez les Américains, mais pas que, chez les Européens également, que si cette offensive prend l'ampleur qui avait été annoncée, que ça oblige finalement, d'autres acteurs de la région à entrer dans la bataille. Tout le monde a très peur évidemment

que cette guerre touche aussi les pays voisins et je pense bien évidemment au Liban qui est le premier concerné dans le cas d'une extension de ce conflit.

FI - Agnès Levallois expliquez-nous justement, en fait, un peu de travail, de pédagogie. Pourquoi le Liban serait-il impliqué malgré lui, j'allais dire dans cette guerre qui pour le moment concerne le Hamas et l'État d'Israël ?

AL - Pour moi, pour une raison assez simple, c'est que ça nie complètement la dimension politique de ce conflit. Quand on utilise ce genre de termes, on nie complètement que toute la situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui revient au fait que ce conflit avec les Palestiniens n'a jamais été réglé et qu'on s'est jamais donné les moyens politiquement de le régler et qu'on le prend en pleine figure de la façon la plus dramatique qui soit.



Et d'utiliser des termes messianiques, ça permet de mettre ce conflit sur un autre niveau, mais à ce niveau-là, on ne parle plus de politique, on ne parle pas de territoire. Pour les Palestiniens, on ne parle pas d'un État palestinien qui est la seule solution à terme pour sortir de cet engrenage de la violence.

Et n'oubliez pas que Netanyahu est dans une coalition au sein de laquelle les religieux ont pris une importance considérable et qui eux aussi sont dans un registre qui n'est plus le registre du politique qui est dans le registre de dire les Palestiniens n'ont plus le droit, n'ont pas le droit d'exister cette terre parce que c'est notre terre, une terre religieuse.

Et donc là, il faut faire très attention dans l'utilisation des mots et de ne pas se tromper sur ce qu'est ce conflit. Ce conflit est un conflit avant tout colonial, un des derniers conflits coloniaux au monde avec un peuple palestinien qui veut une terre, qui veut un État. Alors ce qui est dramatique aujourd'hui, c'est que c'est le Hamas qui porte ce projet avec un projet de société religieux qui ne convient pas à de nombreux Palestiniens puisque l'Autorité palestinienne et les partis qui étaient des partis, je dirais laïcs, enfin non religieux qui ont été complètement laminés.

Et donc ça facilite aussi ce recours : absolument plus aucune légitimité en Cisjordanie. Mais du coup, ça dévalorise complètement cette parole politique et je crois

qu'il faut vraiment revenir à cela. Et qu'est-ce qui prend le dessus ? Eh bien, c'est ce discours religieux, qui aveugle et, décrédibilise finalement complètement la réflexion.

FI - Et pourtant il y a des chrétiens palestiniens, c'est ce qu'on oublie très souvent et c'est une question qui a l'air d'être complètement évacuée, comme si « palestiniens » étaient devenus synonymes d'islamistes. Alors il y a les islamistes du Hamas. Il y a ceux qui les ont rejoints récemment, ceux qui les regardent avec sympathie, ceux qui subissent leur joug... Malgré tout, la question chrétienne, elle, est présente.

AL - Bien sûr, je ne dis pas que la question religieuse n'a pas son importance sur cette terre qu'on sait trois fois sainte. Ce qui complotique aussi évidemment le jeu. Des chrétiens sont là. Beaucoup sont partis justement aussi, je pense à l'islamisation du mouvement de résistance du Hamas et l'importance du Hamas. Mais en Cisjordanie, même si le Hamas essaye de s'implanter en Cisjordanie, il y a d'autres partis politiques palestiniens qui sont contre ce projet de société incarné par le Hamas et au sein desquels les chrétiens peuvent vivre, même si nombre d'entre eux essayent évidemment de partir vu la situation.

FI - Le très grand écrivain israélien AOS OZ avait écrit un livre dont le titre était « Aidez-nous à divorcer » et il s'adressait évidemment à la communauté internatio-

nale, aux États-Unis et aux Européens. « Aidez-nous à divorcer » : Est-ce une phrase qui a encore un sens pour vous ?

AL - Oui, je pense de toute façon qu'il est impensable dans le contexte actuel, d'imaginer un État binational comme certains l'imaginaient à une époque. Donc effectivement, il faut que les deux divorcent mais il faut que chacun ait les mêmes droits.

Ce divorce ne sera pas acceptable s'il n'y a pas des droits aussi qui soient reconnus aux Palestiniens pour qu'ils aient un État et permettant, à partir de là, de rétablir des relations. Une fois divorcé, on peut à nouveau se parler.

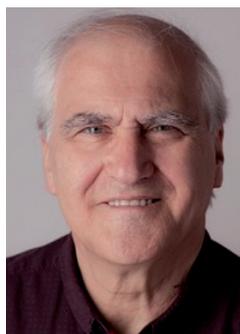
FI - Merci infiniment Agnès Levallois d'avoir été l'invitée de France Inter ce matin.





Entretien avec Sylvain CYPEL

Paris, le 4 novembre 2023



Sylvain CYPEL est titulaire de diplômes en relations internationales, sociologie et histoire contemporaine.

Il a vécu en Israël pendant 12 ans dans sa jeunesse. Il a étudié à l'Université hébraïque de Jérusalem et est diplômé de cette université, inaugurée en 1925 lors du mandat britannique sur la Palestine .

En 1998, il quitte l'hebdomadaire Courrier international, où il a travaillé pendant cinq ans comme directeur de la rédaction et intègre Le Monde en tant que chef adjoint de la section internationale puis en tant que rédacteur en chef.

Depuis février 2014, il écrit pour Orient XXI, un média consacré au Moyen-Orient dirigé par Alain Gresh, qui diffuse de nombreux articles documentés concernant les différents pays arabes (Magreb - Machrek), l' Iran, Israël et le sionisme

*Question Euromed-IHEDN :
Le 7 octobre le Hamas lance une attaque sans précédent contre Israël, massacrant de la façon la plus brutale et le plus souvent abominable des citoyens israéliens. Cette agression était-elle prévisible ?*

Prévisible, ça dépend pour qui. Moi, par exemple, je n'imaginai pas une seconde que les brigades du Hamas auraient la capacité de bâtir un arsenal capable de surmonter ou contourner le fameux « mur » entourant la bande de Gaza, qui était supposé « infranchissable ». Mais les services de renseignements israéliens, eux, auraient dû le savoir, ou du moins s'y préparer. Or visiblement, ils ont totalement failli, malgré leurs capacités considérées comme exceptionnelles dans le domaine du cyber-espionnage comme dans le « renseignement humain ». Il y a deux explications possibles, les deux embarrassantes pour Israël. Soit l'échelon du renseignement n'a pas su déceler ce que les brigades du Hamas préparaient. Soit ils ont eu des informations, mais l'échelon politique les a

considérées comme non-crédibles. C'est ce qui est déjà arrivé aux services israéliens en octobre 1973, lors du déclenchement de la guerre de Kippour. Je pense que le fond de l'affaire, c'est le regard colonial que les Israéliens projettent sur l'ennemi palestinien. Ils détiennent une telle domination qu'ils en viennent à se convaincre que l'ennemi est « incapable » de leur porter des coups insoupçonnables. Les services ont sans doute eu vent ou même vu que les Palestiniens préparaient quelque chose. Mais ils étaient persuadés que rien de grave ne pouvait leur advenir.

*Question Euromed-IHEDN :
Depuis, Israël mène une opération terrestre visant à éradiquer le Hamas. Pensez-vous que cette stratégie puisse atteindre ses objectifs ?*

Non. Israël a les moyens de raser tout Gaza s'il le décide. Cela ne changera rien sur le fond, sinon que le nombre des victimes palestiniennes sera effroyable – et peut-être que relativement aux opérations au sol précédentes, les

Israéliens perdront aussi un grand nombre de soldats. Mais je réponds non parce que le problème n'est pas militaire. Israël a déjà mené 4 opérations de bombardements (dont une incluant une utilisation au sol de chars et de l'infanterie), et chaque fois Israël l'a « emporté », assurant qu'elle avait « rétabli sa capacité de dissuasion ». Jusqu'à la prochaine guerre... On a vu le résultat final le 7 octobre. Tant qu'Israël estimera que la seule question qui se pose est uniquement sécuritaire, que le Hamas est une incarnation locale de Daesh, comme Netanyahu le répète, alors que c'est une organisation nationaliste religieuse, dont les objectifs n'ont rien à voir avec Al Qaida ou Daesh, et tant que la population palestinienne sera soumise à un enfermement strict et permanent, bref, tant qu'Israël estimera que Gaza n'est pas un enjeu politique, il devra se confronter, avec des pics et des reflux, à la volonté des Palestiniens d'obtenir la reconnaissance de leurs droits.



Question Euromed-IHEDN : Face à l'évolution de la situation ne craignez-vous pas que les sociétés israéliennes et palestiniennes ne soient finalement les principales victimes de cet affrontement ?

La réponse à votre question est déjà donnée. Les deux sociétés vivent un cauchemar. Les Israéliens parce qu'ils n'ont jamais connu une attaque d'une telle dimension et aussi cruelle. Et aussi parce que certaines de leurs certitudes fondamentales, dont celle de la capacité de Tsahal à les protéger, sont aujourd'hui en ruine. Soudainement, la peur a refait surface. Les Palestiniens vivent un cauchemar d'un autre ordre, parce que la riposte de l'armée israélienne – en termes de victimes civiles, de privation d'accès à l'eau, à l'électricité, à la nourriture, et de destructions de structures vitales – est proprement inouïe. Et parce que la mémoire de la Nakba, l'expulsion de leurs terres en 1948, ressurgit très vivement (1,2 million de déplacés en quelques jours).

Question Euromed-IHEDN : Aujourd'hui des avis très critiques à l'encontre de la gouvernance de Benjamin Netanyahu se multiplient. Pensez-vous que la situation puisse être réversible en Israël et comment ?

Tout dépend de ce que vous entendez par « réversible ». S'il s'agit de revenir au statu quo ante, cela équivaldrait à poursuivre une voie menant incessamment à une impasse. Cela n'est pas exclu tant Palestiniens et Israéliens sont incapables, par eux-mêmes, de trouver

un compromis acceptable. L'un est trop fort mais ne peut pas l'emporter. L'autre est trop faible mais ne peut pas perdre. Mais un retour au statu quo qui prévalait apparaît plutôt impossible. Le Hamas est parvenu à « renverser la table ». Moins de trois semaines avant le 7 octobre, Netanyahu rentre de New York où il a rencontré Joe Biden et le prince saoudien Momammed bin Salman. Il dit à son peuple, en résumé : « *c'est fini : la question palestinienne n'existe plus. Nous allons faire une grande alliance USA-Arabie-Israël, on donnera trois sous aux Palestiniens et ils n'auront pas d'autre choix que d'accepter leur sort* ». Aujourd'hui, si les dirigeants israéliens, Netanyahu ou d'autres, entendent continuer d'ignorer que le problème palestinien doit être politiquement réglé, on peut imaginer qu'à un moment Israël devienne un risque pour les Américains. Ce n'est pas pour demain, mais aux Etats-Unis, le débat sur le soutien à Israël enfle au sein du parti démocrate.

Quant à Nétanyahou, je ne vois pas comment il survivra politiquement aux diverses commissions d'enquête qui seront mise en place une fois la guerre terminée. Ce n'est pas exclu, mais très peu probable. Son aura est entachée dans l'opinion et lui-même paraît aux abois. Le problème est que, sur la question palestinienne, il était très représentatif de la vision d'une grande majorité de juifs israéliens. Son remplaçant, sur le fond, risque de ne pas être très différent de lui – et peut-être même pire, si l'extrême droite coloniale se renforce plus encore.

Question Euromed-IHEDN : Enfin, aujourd'hui le contexte au Proche-Orient est tel qu'il fait craindre non seulement une dégradation irrémédiable des relations entre Palestiniens et Israéliens mais aussi une extension du conflit à la région. Que faudrait-il faire, tant sur le plan diplomatique que de la colonisation et même militaire, pour réduire ce risque ?

Je n'ai pas le sésame. Je pense que les deux protagonistes, laissés à eux-mêmes, sont incapables de trouver un compromis. On revient là au rapport du trop fort et du trop faible. La seule solution ne pourrait venir que de la communauté internationale. Il faudrait d'un côté qu'elle mette fin au colonialisme israélien dans les Territoires palestiniens occupés, qu'elle oblige Israël à se contenter des frontières d'avant 1967 et a minima qu'Israël reconnaisse l'expulsion de l'autre peuple à laquelle il a procédé, et de l'autre qu'elle amène les Palestiniens à accepter des concessions plus grandes encore : un Etat très petit, le renoncement à un retour massif des héritiers des expulsés de 1948 sur leur terre, en particulier. Si cela advenait, on pourrait imaginer que les peuples décident démocratiquement de leur avenir : deux Etats côte à côte, ou deux Etats fédérés, ou même un Etat commun. Mais tout cela tient aujourd'hui de l'utopie. La communauté internationale est une coquille vide de sens, elle-même en crise.

